



Un plurilinguisme de façade qui cache mal une **politique du tout-anglais**

Le discours officiel du Commissaire au multilinguisme, Jàn Figel, abonde en belles paroles :

« Le système qui assure le fonctionnement du multilinguisme dans l'Union européenne a bien entendu un prix, mais sans lui, une Union européenne démocratique et transparente ne serait pas possible. »

« Il n'y a pas de langue supérieure ou inférieure » (*traduit de l'anglais*)

« Non, la Commission ne pense pas que la promotion d'une seule langue soit souhaitable – aucune langue n'est plus importante qu'une autre. » (*traduit de l'anglais*)

Mais on le surprend parfois à se contredire lui-même :

« L'anglais de la mondialisation est éloigné de l'anglais parlé par les locuteurs natifs ou par ceux qui en ont une excellente maîtrise. Il est généralement plutôt appauvri et limité. En deux mots, c'est une *lingua franca* internationale. Ce n'est pas péjoratif ou dégradant, c'est un simple fait. » (*traduit de l'anglais*)

« Le besoin d'une *lingua franca* a toujours été présent au cours de notre histoire, même si cette langue a pu différer au cours du temps et en fonction des milieux. Ce besoin est maintenant plus important que jamais. » (*traduit de l'anglais*)

« L'étiquetage doit fournir une information claire et précise dans une langue facilement comprise par le consommateur et ne doit pas induire l'acheteur en erreur. »

Et les faits sont accablants :

- 75 % des pages des sites internet de la Commission européenne sont uniquement en anglais
- plus de 1000 offres d'emplois exigeant des "anglophones de

naissance" sont parues (cf. <http://www.lingvo.org/eo/2/15>)

- l'apprentissage massif et prioritaire de l'anglais rapporte des sommes considérables aux pays et organismes anglo-saxons, qui se chiffrent en milliards d'euros (cf. rapport Grin ci-dessous)
- la politique du « 1+2 » (une langue maternelle plus deux langues étrangères) se fonde quasi officiellement sur l'anglais comme langue commune.

Sous couvert de promotion du plurilinguisme, la politique actuelle mène en fait au tout-anglais.

Une politique de plurilinguisme fondée sur une langue-pivot et *lingua franca* comme l'anglais n'est pas viable. En effet :

- Les systèmes utilisant plusieurs langues-pivot évoluent souvent vers l'utilisation d'une seule langue.
- Si l'objectif est la communication, une langue est suffisante.
- L'enseignement massif de l'anglais comme première langue vivante décourage et empêche l'apprentissage des autres langues (effet inhibiteur).

C'est en outre un système oligarchique, donc inégalitaire. Une autre politique linguistique est pourtant possible.

Pour un multilinguisme économique et démocratique

Il est impératif que chacun (citoyen, politique, expert) puisse s'exprimer **dans sa langue** auprès de l'UE ou lors d'une réunion européenne, avec traduction dans chaque langue ou bien

dans une langue-pivot neutre (compréhension passive).

Comme l'ont montré de nombreux linguistes et spécialistes (tels que Robert Phillipson, François Grin, Claude Hagège ou Charles Durand) le système linguistique de l'UE peut être considérablement démocratisé et amélioré, notamment par l'introduction d'une **langue neutre politiquement**, qui pourrait avoir les rôles suivants :

- **langue-pivot** (langue-relais) dans les traductions et/ou les interprétations qui permet à chacun de s'exprimer dans sa langue nationale, avec traduction dans cette langue-pivot neutre,
- **langue-pont** de travail pour les eurocrates, les experts voire les euro-députés,
- **langue-passerelle** dans l'enseignement en langues des Etats membres, pour faciliter l'apprentis-

sage des autres langues, voir le projet britannique « Tremplin vers les langues » (www.springboard2-languages.org) et éventuellement comme langue de communication européenne.

Et au mieux :

- langue commune de l'Europe, pour renforcer l'identité européenne, qui a besoin d'un ferment plus fort que le drapeau, l'hymne, Erasmus, le passeport pour animaux domestiques, qui, on le voit, ne suffisent pas à faire des citoyens des vrais Européens .

« l'espéranto est sans doute un des meilleurs alliés du plurilinguisme »

Claude Hagège, Combat pour le français, 2006, p. 188

Seule cette solution peut permettre d'assurer la démocratie linguistique et de renforcer l'identité européenne.

Le rapport Grin

Le rapport de François Grin, remis récemment au Haut Conseil de l'évaluation de l'école à la demande du Ministère français de l'éducation nationale, évalue le coût financier de la politique linguistique de l'UE :

- « le Royaume-Uni gagne, à titre net, au minimum 10 milliards d'euros par année du fait de la dominance actuelle de l'anglais ;
- « si l'on tient compte de l'effet multiplicateur de certaines composantes de cette somme, ainsi que du rendement des fonds que les pays anglophones peuvent, du fait de la position privilégiée de leur langue, investir ailleurs, ce total est de 17 à 18 milliards d'euros par année ;
- « ce chiffre ne tient pas compte de différents effets symboliques (comme l'avantage dont jouissent les locuteurs natifs de

la langue hégémonique dans toute situation de négociation ou de conflit se déroulant dans leur langue) ; cependant, ces effets symboliques ont sans doute aussi des répercussions matérielles et financières. »

Le professeur Grin conclue : « le scénario "espéranto" apparaît comme le plus avantageux, car il se traduirait par une économie nette, pour la France, de près de 5,4 milliards d'euros par année et, à titre net pour l'Europe entière (Royaume-Uni et Irlande compris), d'environ 25 milliards d'euros annuellement. [...] **85 % de la population de l'Europe y a un intérêt direct et évident, indépendamment des risques politiques et culturels que comporte l'hégémonie linguistique.** »